On s'abonne :
 A Lyon, rue St-Domi-
 nique, n° 10 ;
 A Paris, chez M. Alex.
 MESSIER, libraire,
 place de la Bourse.

LE PRÉCURSEUR,

ABONNEMENTS :
 16 fr. pour trois mois.
 31 fr. pour six mois.
 et 60 fr. pour l'année.
 hors du dép^t du Rhône,
 1 f. en sus par trimestre.

JOURNAL CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI.

LYON, 20 JUN 1830.

EXPÉDITION D'ALGER.

TOULON, 18 juin.

(Correspondance particulière du Précurseur.)

Le bateau à vapeur le *Sphinx* arrivé hier au soir de devant Alger, m'a apporté une lettre que je m'empresse de vous transmettre ; mais avant je crois devoir faire précéder ce qui s'est passé à l'arrivée de ce bâtiment :

Depuis onze heures les vigies le signalaient à 8 lieues au large et de là grande rumeur dans la ville. Ne le voyant pas entrer et le bruit s'étant répandu peu après que ce n'était qu'un navire de commerce, il y eut grande foule jusqu'à cinq heures du soir où l'on put apercevoir la fumée qui sortait des tuyaux du *Sphinx*, et tout le monde apprenait cette nouvelle qui circula de bouche en bouche avec la rapidité de l'éclair, une immense quantité de personnes de tout âge et de tout sexe se porta en foule sur le quai pour voir entrer le bateau à vapeur qui venait apporter des nouvelles de nos marins et de nos soldats. Le *Sphinx* fit son entrée triomphale dans le port. Il s'était couvert de pavois. Une branche de laurier se faisait remarquer au dessus du drapeau blanc. Il parcourait ainsi toute l'enceinte de la rade en passant très-près de la frégate de Tahir-Pacha. Les Turcs étaient montés presque tous sur le pont pour voir entrer le *Sphinx*. Des nombreuses embarcations le suivaient depuis son entrée. Il vint jusqu'à la suite de la petite darse et se plaça majestueusement devant la chaîne du port où tout le monde pouvait le considérer de très-près. Il serait difficile de vous peindre la sensation agréable que faisait naître la présence de ce bâtiment, lorsque son embarcation vint faire sa déposition à la consigne ; toute la population qui était rassemblée sur le port s'y porta en masse, mais les gardes eurent le soin de fermer aussitôt les portes. Les membres de la santé, le maire, les directeurs des douanes et autres purent seuls y entrer, ils y restèrent une heure environ. La foule grossissait toujours. Le maire, en sortant, agita son chapeau en l'air en criant : *Tout va bien, vive le Roi !* Quelques femmes qui pressaient le maire de mille questions, répondirent à la courte allocation de M. Charrier-Moissard par des *vive le Roi !* Si ce cri ne fut pas général c'est que dans ce moment chacun n'est préoccupé que d'une seule pensée, c'est celle d'apprendre quelque chose de l'escadre ou de l'armée qui intéresse au plus haut degré. Le soir on publia au son de trompette et aux flambeaux le résultat du débarquement ; les cloches s'ébranlèrent aussi, et à la comédie on annonça également cette nouvelle que l'orchestre accompagna de l'air connu : *La victoire est à nous.*

Voici la lettre :

Devant Torra-Chica, le 14 juin.

Je n'ai pas le tems d'entrer dans de longs préambules, je vais aux faits parce que les faits seuls intéressent, le reste aura son tour.

Nous sommes arrivés devant Torra-Chica le 13 à dix heures du matin ; l'armée marchait sur trois lignes, les bateaux voiles latines en tête. Un ordre parfait a constamment régné depuis notre départ de Palma. Arrivés devant Torra-Chica, l'amiral fit le signal aux bateaux à vapeur de se poster entre la terre qui était à 4 lieues, et les bateaux catalans et lesteurs. Second signal de se préparer au débarquement pour le lendemain au point du jour. Le lendemain 14, branle bas de combat. Les bateaux plats se remplissent de soldats ; nous les précédons ; la plage est remplie de Bédouins armés ; nous nous avançons à la portée de pistolet, les Algériens font feu, les boulets nous dépassent ; nous ripostons par un feu bien nourri ; les bombardes placés sur les ailes tirent sur les forts. Les Algériens s'éloignent un peu du rivage. Dix bateaux plats s'avancent entraînés par des embarcations qui les poussaient par l'arrière. Des compagnies de voltigeurs des 2^{me} et 4^{me} léger, et 3^{me} de ligne, sautent à terre et se forment en colonnes ; d'autres bateaux arrivent successivement. Des pièces d'artillerie sont lancées sur le rivage ; nous continuons à faire un feu terrible, dans moins d'une heure nous apercevons plus de 6 bataillons sur le rivage qui s'ébranlent pour je ne dirais pas marcher, mais courir sur les Algériens ; l'ardeur des soldats ne peut plus se contenir, nous voyons des officiers supérieurs faire les plus grands efforts pour les arrêter. Les Algériens sont devant eux, nos soldats paraissent écumer de rage. Nous distinguons le général en chef, les officiers-généraux et presque

tout l'état-major. Le général donne des ordres, les aides-de-camp vont et viennent avec rapidité. Les ennemis continuent leur feu. Un des aides-de-camp du général est blessé, on le transporte. Les autres brigades se forment en arrière de la première, elles forment d'autres colonnes qui marchent dans une autre direction. Le général placé sur un tertre élevé, est renversé par un boulet qui frappe la terre à ses pieds. La terre s'éboule, il tombe, les voltigeurs l'entourent, ils repoussent à la bayonnette un parti de Bédouins qui cherche à entamer ce petit carré ; ils sont repoussés avec perte. Le général ordonne à ses officiers d'état-major d'enlever les panaches de leurs schakos qui servaient de point de mire à l'ennemi. Trois colonnes que nous avions vu se former au fur et à mesure de débarquement, rejoignent les autres et marchent serrées, au pas de charge, sur les redoutes. Le combat s'engage, nous voyons tomber quelques-uns de nos hommes, mais en plus grand nombre les ennemis qui se battent avec assez de résolution pendant quelque tems. A la fin nous les voyons enfoncés de toutes parts, ils fuient. On aperçoit un drapeau blanc flotter sur une des redoutes ; quelques instans après un second drapeau est planté sur un autre fort à peu de distance du premier. Nos soldats y entrent pêle-mêle. La troisième redoute subit le même sort, et nous nous trouvons maîtres de tout.

Victoire ! mon ami, les Français sont toujours les mêmes, et Alger ne tiendra pas plus long-tems contre l'impétuosité de nos braves. Notre avant-garde se trouve déjà à treize milles d'Alger, et demain elle pourra battre les murailles. Dans peu si nous ne sommes pas destinés à porter à Toulon les nouvelles de l'armée, je vous écrirai plus longuement parce que j'appréhends des particularités que je me hâterais de vous écrire.

Nous avons eu dans cette première affaire 150 hommes hors de combat, et on nous dit qu'un officier de marine est du nombre, ce que je ne vous garantis pas.

On s'étonne qu'une quantité considérable d'électeurs n'aient point encore reçu de cartes, tandis que d'autres ont reçu les leurs depuis plusieurs jours. Nous répétons qu'à défaut de remise à domicile de ces cartes, les électeurs doivent les réclamer à leurs mairies ; et si elles n'y sont pas déposées, ils ne doivent pas moins se rendre au collège où ils ont droit de voter. En se nommant à la porte, et en se faisant réclamer par d'autres électeurs qui attesteraient leur identité, l'entrée ne pourrait leur être refusée.

Il est essentiel que les électeurs des campagnes soient arrivés en ville au moment de l'ouverture des opérations, le 23, à 8 heures du matin.

DES VŒUX DE LA FACTION.

Les secrètes pensées et les vœux de la faction apostolique se révèlent dans toutes ses paroles, comme dans tous ses actes. L'impuissance à laquelle la réduisent les lois et la justice, la fatigue, elle cherche à la surmonter. Dès le lendemain du 8 août nous aurions en 1816, et pis que 1816, si l'attitude aussi calme qu'énergique de la nation n'avait contenu ces furieux. Depuis le 8 août ils se traînent de menaces en menaces, de projets en projets. Assez violens pour ne rien déguiser du fond de leur ame, mais aussi assez peureux pour ne pas oser franchir les dernières barrières, disant toujours *demain* et jamais *aujourd'hui*, doublant l'emportement que décèlent leurs projets, par celui qui résulte des obstacles. Tel est l'état de la faction ; elle a besoin de violences, de supplices ; elle étouffe. Quelques écrits poursuivis, quelques condamnations de police correctionnelle, ce n'est qu'une goutte d'eau pour sa soif ardente. Donnez-lui les beaux jours de l'Espagne et des Deux-Siciles ! Elle a des Eguia et Fabricio Raffo tout prêts. Qu'on lui rende au moins Nîmes de 1815, Lyon de 1817, les bandes de Trestailons, et la fatale charrette en permanence. Dans sa verve réactionnaire, elle appelle le retour de ces heureux

tems. Hélas ! ils n'existent plus que dans de vains regrets et d'impuissans désirs.

Ils sont pourtant bien ardents, ces désirs ! Ecoutez toutes ces rumeurs de complots exhumées d'un passé qui ne peut plus se reproduire. La première chose qui frappe dans ces basses manœuvres de police, c'est le ridicule. La conscience publique dit si bien à tout le monde que le vœu général est pour la paix, et que la seule lutte qui existe est entre les doctrines combattant dans les limites constitutionnelles, que ces dénonciations excitent d'abord le rire. Puis, quand on voit que ces atroces folies ont été réellement conçues, on ne peut s'empêcher de trembler. Non, sans doute, la réaction jésuitique n'aurait pas une longue durée ! Mais ne dominât-elle que quelques mois, combien de mal elle ferait ! Que de traces sanglantes elle laisserait ! Hommes de bon sens, qui cherchez à vous instruire, lisez les feuilles de la faction, le *Drapeau Blanc*, la *Quotidienne*, etc. Contentez-vous, si le courage vous manque, de notre *Gazette de Lyon*, organe franc et direct du parti de sacristie ; rappelez-vous la révélation Genton, la révélation d'Orléans, la révélation du voyageur écrasé sous une voiture, mille autres dénonciations, mille autres calomnies ! Voyez travestis les événements les plus naturels et les plus simples. Quelques jeunes gens se passionnent au théâtre pour ou contre un acteur ; des ouvriers réclament contre une diminution de salaires. Croyez-vous qu'on invoque, pour faire cesser quelques scènes capables de troubler l'ordre, le mélange de l'indulgence et de la fermeté, la modération unie à la justice ! Non ; car on ne veut pas concilier, mais irriter. On veut du tumulte pour en profiter ; on serait joyeux d'avoir à déployer la force publique ; on serait aux anges si l'on pouvait faire une répétition de la rue St-Denis. En attendant, c'est Angers qui sert de modèle et l'on écrit en majuscules qu'il n'y a en France qu'UN préfet, UN SEUL PRÉFET, celui d'Angers, qui ait su faire son devoir !

A Dieu ne plaise que nous accusions de complicité dans d'aussi coupables vœux, tous les hommes qui ne pensent pas comme nous ! mais, nous en avons l'entière conviction, si le malheur de la France voulait que les prochaines élections ne servissent pas d'invincible barrière au parti apostolique, le peu d'hommes sages et modérés qui reste encore dans le camp de nos adversaires, serait bientôt dominé par les hommes de police et de violence. On les chasserait aussi avec les expressions d'apostats, de renégats, de défectionnaires, etc. Ils viendraient alors partager nos disgrâces qu'ils auraient causées par l'appui imprudemment prêté aux fauteurs d'absolutisme. Hommes prudents, hommes modérés, prévenez des malheurs ! dès à présent venez à nous. De notre côté est l'esprit d'ordre, de paix et de conservation. Venez à nous avec les Château-briand, les Hyde de Neuville, les La Féronnays, l'élite des vieux appuis du trône, les membres les plus distingués de la pairie, les notabilités législatives, les illustrations scientifiques et littéraires. Venez à nous ; vous n'y trouverez rien qui blesse vos sentimens religieux ; car nous honorons la piété sincère ; toutes les convictions dans nos rangs ont droit à la protection et au respect. Venez à nous, au nom de votre affection pour le trône et pour la famille de nos rois ; car nous voulons comme vous le trône ; nous le voulons puissant par la justice et par son intime union avec le pays ; nous voulons le trône et nous voulons avec lui la légitimité ; car nous croyons fermement que tous les droits sont égale-

ment sacrés et se prêtent appui les uns aux autres. Venez à nous encore une fois, car entre vous et nous il n'y a rien; pour nous séparer entre vous au contraire et les hommes de violence et de police, il y a tous les sentimens d'une ame noble et honnête, d'un bon citoyen, d'un vrai royaliste.

Les élections constitutionnelles sont toujours assurées dans le département de l'Ain. Ainsi que nous l'avions annoncé dans notre N° du 9 juin dernier, M. Puvion, au lieu de se prêter aux manœuvres ministérielles, les combat au contraire de tout l'ascendant de son talent et de son crédit et renonce à toute candidature pour assurer l'élection constitutionnelle. Dans l'arrondissement de Belley, les électeurs sont bien décidés à manquer la foire qui se tient le 24 dans ce chef-lieu et à conclure leurs marchés, si besoin est, au bivouac que le ministère leur a assigné à Ambérieux.

Dans le département de l'Isère, une manœuvre plus adroite avait été ourdie à Vienne. Le ministère avait donné l'ordre à l'un de ses serfs, à M. Rogniat, préfet de l'Ain, de se porter candidat en opposition avec M. Félix Faure, son cousin-germain; et M. le préfet avoit eu la faiblesse d'obéir. On comptait, pour le succès, sur la bonne réputation que M. Rogniat avait laissée dans un arrondissement dont il a été long-tems sous-préfet, où il est né, où il a sa famille, et où il a habité tant qu'il n'a pas couru la carrière des emplois publics. On devait compter au moins sur une division amenée par cette tactique savante. M. Rogniat n'aura pas même les voix de ses plus proches, et à peine en réunira-t-il vingt-cinq dans un collège composé de deux cents électeurs. Le ministère trouve ainsi le moyen d'enlever à ses agens toute la considération dont ils peuvent jouir, et qui est dans tous les tems un puissant moyen de gouvernement. M. Rogniat s'était fait pardonner, par son talent d'administrateur, la coopération qu'il avait eue une fois dans l'élection de M. Dudo; le servage obligé des fonctionnaires peut seul expliquer sa conduite actuelle.

Les collèges de Grenoble et de Tullins sont favorisés de plus haut; car c'est une Excellence elle-même qui daigne y solliciter les suffrages. Dans l'un et dans l'autre de ces collèges, M. le baron d'Haussez, dont tout le département de l'Isère n'a pas plus oublié l'administration déplorable que MM. les électeurs n'ont oublié son habileté à confectionner les listes électorales, se présente en remplacement de MM. Augustin Périer et Charles Sappey. On juge bien que S. Exc. n'a pas été chiche de belles paroles envers ses anciens administrés. S'ils l'eussent exigé, il n'est point de père qui n'eût obtenu la promesse d'un grade de vice-amiral pour son fils déjà garde-marine; il n'est pas de petite ville jusqu'à laquelle on ne se fût engagé à faire arriver la mer pour y construire un port de guerre.

Le bon sens de MM. les électeurs fera aisément justice des promesses d'un homme qui ne s'est jamais religieusement piqué de les tenir; aussi aucun d'eux n'est disposé à donner à M. d'Haussez le *bill d'indemnité* dont il a besoin comme ancien préfet de l'Isère; comme ministre, en aucun lieu il n'a de *bill* semblable à espérer.

On ne doute pas qu'à la Tour-du-Pin tous les candidats constitutionnels ne suivent l'exemple donné par M. Duchand; dès-lors la plus grande majorité est assurée à M. de Cordoue. Quelque soit l'estime que les électeurs de cet arrondissement professent pour M. de Meffrey, ils font la part de sa position et ne peuvent mettre en balance la noble opposition de M. le marquis de Cordoue avec la dépendance obligée de M. le comte de Meffrey, receveur-général et gentilhomme ordinaire de la chambre du roi. Cette dépendance n'est nulle part aussi prononcée que pour MM. les receveurs-généraux des finances; car ce n'est pas ici seulement de la place, c'est de toute la fortune, c'est souvent de l'honneur du fonctionnaire que le ministère dispose. Un receveur-général, qui veut être indépendant, doit commencer par donner sa démission. Avis à MM. Delahante, de Meffrey et Nivière!!!

MARSEILLE, le 18 juin 1850.

(Correspondance particulière du *Précurseur*.)

Le débarquement des forces françaises sur la côte d'Alger vous a sans doute été officiellement annoncé par vos autorités comme il nous l'a été par les nôtres.

Les lettres arrivées ce matin de Toulon annoncent que nous avons perdu 150 hommes et fait 400 prisonniers.

La nouvelle du débarquement a été reçue avec joie par tout le monde, et cette joie a été beaucoup plus sincère de la part des constitutionnels qui se sont toujours associés de cœur aux destinées de la patrie, que de la part de nos absolutistes qui veulent exploiter cette bonne nouvelle. Ils n'usent pas moins largement de la proclamation, qui n'a été considérée que comme une œuvre ministérielle que chacun discute à sa guise sans s'échauffer.

On parle beaucoup plus des *capucins* que l'évêque voulait avoir aujourd'hui à notre procession de localité, en commémoration de la cessation de la peste.

M. le maire et quatre de ses adjoints se sont rendus, avant-hier, chez l'évêque; la discussion s'est animée. Le grand-vicaire Templier, qui, dimanche dernier, avait ordonné aux *capucins* de rester à la procession malgré les injonctions de M. le procureur du roi, a pris la parole pour contester à l'autorité civile ses droits sur la voie publique dans une cérémonie religieuse, et M. le maire l'a interrompu vivement, lui a imposé silence, en l'avertissant qu'il connaissait ses devoirs.

Après une assez longue conversation, dans laquelle Mgr. l'évêque a dit « que si les *capucins* n'allaient pas à la procession, il serait la risée des » fidèles. » M. le maire lui a répondu, avant de se retirer, « que si les *capucins* venaient à la procession, ni lui, ni ses adjoints, ni le conseil municipal ne s'y rendraient. » Ce sont les seules autorités qui y assistent en corps.

Hier, les meneurs du parti *congréganiste*, connaissant les intentions du maire et du corps municipal, se rendirent chez l'évêque, lui firent entendre que sa conduite envers l'autorité locale pourrait compromettre l'élection du candidat *bien pensant*, que le préfet lui-même la désapprouvait, qu'elle donnait lieu à se récrier contre les envahissemens du clergé, et ils le supplièrent de ne pas convoquer les *capucins* à la procession. Mgr. a accédé à leurs desirs: les *capucins* n'y ont pas été convoqués, et le corps municipal, ayant décidé d'y assister, s'est rendu à la cathédrale, et a suivi le St-Sacrement.

Le candidat de la droite que l'on opposera au collège d'arrondissement à M. Thomas, est M. Verdillon, négociant, adjoint à la mairie.

Le premier candidat, M. Reguis, président du tribunal, a été rejeté parce qu'il ne réunissait les votes d'aucune opinion.

Le second, M. Bricogne, présenté en cette qualité à S. A. R., lors de son passage dans cette ville, a été éliminé par le préfet, ne pensant pas qu'il pût réunir assez de suffrages.

Le troisième, M. Salavy, négociant, vient d'abdiquer publiquement la candidature.

Le quatrième, se trouve être M. Verdillon qui présidera la 2^e section du collège.

On nous adresse de Mâcon la pièce suivante :

Electeurs,

M. Delahante, receveur-général, membre du syndicat, dépositaire des recettes de plusieurs départemens, payeur de quatre millions de rente aux Genevois, et, à tant de titres, candidat ministériel, vient d'adresser à tous les électeurs de l'arrondissement une circulaire dans laquelle il se présente comme l'homme de toutes les opinions, sollicite nos suffrages, proteste qu'il n'est pas l'élu du ministère, et nous assure de son indépendance.

Sa profession de foi se ressent de l'embaras de sa situation: on voit malgré lui combien il en est dominé. Aussi trouve-t-on dans sa lettre, après quelques mots constitutionnels, de longues phrases de dévouement au pouvoir.

Sous ce rapport, son écrit, qui a déjà décimé le petit nombre d'hommes qui s'étaient ralliés à lui, ne demandait pas une réponse; mais la prétention qu'il manifeste d'être porté par les deux opinions, d'obtenir nos voix, nous fait un devoir de dissiper son erreur et de repousser un outrage.

C'est nous outrager en effet, Messieurs, que de nous proposer un candidat, comme si nous avions un candidat à choisir; comme si la reconnaissance ne nous faisait pas un devoir de porter de nouveau celui qui a si bien justifié notre choix; comme si enfin M. de Rambuteau n'avait pas fait partie de la noble majorité des 221.

Si M. Delahante se fut trouvé au banquet patriotique que nous avons offert à notre digne député, s'il eût vu notre enthousiasme de cœur et de raison, s'il eût entendu sa profession de foi si précise et si forte, et les applaudissemens dont elle fut couverte, il ne nous eût pas offensés en nous supposant

capables de manquer à la fois à nos principes et à une légitime reconnaissance. Alors il se fut résigné aux seules voix ministérielles.

Mais, puisqu'il le veut, examinons ses titres à la candidature, et prouvons-lui qu'il doit être repoussé par nous, puisqu'il est le candidat ministériel; par tous, puisque sa position ne lui permet pas d'être indépendant.

— M. Delahante est le candidat ministériel.

Admirons d'abord la situation du ministère. Elle est telle que ceux-mêmes qui dépendent de lui sont forcés de nier qu'ils soient ses candidats.

Gardons-nous toutefois d'attribuer au courage un semblable désaveu; ceux qui le font n'ont à craindre aucune digrâce: la politique du ministère en a calculé la popularité.

Arrivons à présent à la preuve de la candidature ministérielle de M. Delahante.

On conviendra avec nous que le ministère présente un candidat dans tous les collèges. M. de Rambuteau et M. Delahante sont seuls sur les rangs. Ce n'est pas M. de Rambuteau, honoré de tant d'injures ministérielles; c'est donc M. Delahante, heureux favori du pouvoir.

Les lettres de toutes les autorités, leurs prières, leurs menaces, toutes disent: Nommez M. Delahante; les ministres le veulent.

Pour échapper aux reproches de cette triste candidature, M. Delahante nous dit: J'ai été désigné en l'absence du préfet, sans aucune impulsion ministérielle, par le vœu spontané des électeurs.

Le préfet était absent. Mais le grand faiseur électoral était présent, et il connaissait aussi bien que lui les volontés des ministres.

Sans provocation du ministère. Mais qu'importe que le ministère vous ait choisi ou qu'il ait approuvé le choix de votre personne.

Enfin, c'est le vœu spontané des électeurs. Mais de quels électeurs, dites-vous, je vous prie? N'étaient-ce pas les hommes qui avaient toujours voté avec le pouvoir, qui n'avaient renoncé à un candidat d'affection et de principes que parce que son élection était reconnue impossible, qui n'ont choisi M. Delahante que sa position leur garantit sa dépendance, et semblait leur promettre quelques votes forcés. Ainsi il n'est le choix ni de leur affection, ni de leurs principes, mais celui d'un insultant calcul; ils ont pensé qu'il dominerait ses percepteurs et qu'il serait à son tour dominé par le ministère.

— La position de M. Delahante ne lui permet pas d'être indépendant.

Le ministère a proclamé l'obéissance absolue des fonctionnaires, et le *Mouiteur* lui-même a consacré ses colonnes à cette dégradante estime. M. Delahante député se trouverait donc dans la cruelle alternative de sacrifier ses places ou sa conscience. Quel serait son choix? Il est permis de le préjuger sans l'offenser.

Il est d'une saine politique de ne jamais placer les hommes entre leurs intérêts et leurs devoirs; et si ces intérêts sont d'une haute importance, les probabilités montrent les devoirs sacrifiés.

M. Delahante est receveur-général du département de Saône-et-Loire; il a concentré dans ses mains les recettes de divers départemens; il est chargé de payer quatre millions de rente aux Genevois; il est membre du syndicat. Comment espérer qu'il sacrifierait tant d'intérêts majeurs à un vote contraire aux ordres ministériels? A peine oserions-nous demander ce que M. Delahante se garde bien de nous offrir.

Il nous dit simplement: *Je n'ai pas l'ambition d'être autre chose que ce que je suis; tout mon désir est de conserver le plus long-tems possible ma position présente et mes fonctions.*

Etrange manière de raisonner qui a frappé tous les esprits! Nous concevons sans peine que M. Delahante soit content de sa situation, qu'il borne ses modestes desirs aux immenses avantages de tant de places réunies sur sa tête; mais il ne s'agit pas de savoir s'il veut acquiescer un sort plus brillant, mais s'il n'a pas la crainte de perdre ses fonctions, qui toutes sont amovibles, et si cette crainte ne déterminerait pas son vote.

Le désir de M. Delahante de conserver sa place le plus long-tems possible est donc pour nous un sujet légitime de défiance.

Nous sommes bien loin d'être rassurés par l'invariabilité de ses opinions; et par opinions, nous ne parlons pas des conversations fugitives, mais des actes qui seuls caractérisent l'homme. M. Delahante a constamment voté dans les élections pour les ministres; et, parlant de son invariabilité, il voterait encore pour eux à la chambre des députés: et ce qui le prouve d'une manière invincible, c'est qu'il n'a pas craint d'être le candidat du ministère le plus décrié qui fut jamais.

Mais, dit-on en confiance, qui vous assure que M. Delahante voterait pour le ministère actuel; qu'il n'en appelle pas un plus raisonnable, moins odieux enfin, si vous le voulez?

La réponse sera franche: nous ne voulons pas plus de ceux qui trahissent le ministère que de ceux qui le servent; nous voulons pour mandataire un homme qui proclame hautement sa pensée, qui dise en face aux ministres: *Vous trompez la royauté, vous tramez l'anéantissement de nos libertés, vous tombez sous nos efforts; et qui, heureux d'avoir contribué à ce triomphe, présage du bonheur général, s'écrie: J'AI BIEN SERVI MON ROI ET MON PAYS! CET HOMME, C'EST M. DE RAMBUTEAU, DONT LE NOM SORTIRA VAINQUEUR DE L'URNE ELECTORALE.*

Mâcon, 18 juin 1850.

TONDUT.

CAIRE, président du tribunal de commerce.

COUR ROYALE DE GRENOBLE.
(PREMIÈRE CHAMBRE.)

Audience du 16. — Au matin.

La cour entre à neuf heures. Elle entend les rapports ordonnés hier, ensuite de sa décision sur la question de la déchéance et sur celle de la légalisation des mandats, et rend un grand nombre d'arrêts d'admission. Elle prononce aussi quelques ajournemens, qui ont pour motifs des pièces irrégulières ou des productions incomplètes.

Divers arrêts d'admission sont rendus sur des cas spéciaux.

Un autre arrêt rejette la réclamation d'un propriétaire du département de la Drôme, qui demandait à faire entrer dans son cens électoral, une contribution locale destinée au traitement du desservant de sa paroisse laquelle cependant ne doit être perçue qu'en 1851, pour l'exercice de 1850 et de 1851. Ainsi, une décision du préfet de la Drôme est confirmée : c'est la première !

La cour est appelée, immédiatement après, à prononcer sur la question de savoir si la signature d'un maire du département du Rhône, qui a légalisé celle d'un percepteur, doit être elle-même légalisée. A cet égard, il y a un arrêt de partage : il sera vidé demain matin à l'entrée de l'audience.

La cour s'occupe ensuite d'un arrêté qui a refusé effet à la délégation d'une veuve en faveur du mari de sa petite-fille, sous le prétexte que ce dernier n'est pas compris dans le mot *gendre* qu'emploie l'art. 5 de la loi du 29 juin 1820.

M. Massonnet, avocat, combat ce système, que censure de son côté M. Berlioz, avocat-général.

La cour remet, sur ce point, la prononciation de son arrêt à l'audience du soir.

Le zèle du barreau ne se ralentit point, et aucune cause électorale fondée ne manquera de défenseurs. Mais le zèle lui-même ne veut ici marcher qu'avec le flambeau de la loi et de la vérité. Un conseil d'avocats a pris soin d'examiner à l'avance, les nombreux recours qui ont été formés, afin d'empêcher, par ses représentations, que des citoyens abusés sur leurs droits, ne vinsent, mal à propos, attaquer les actes de l'administration et consumer le tems si précieux de la justice. Cette sage mesure porte maintenant ses fruits. Au moment où nous parlons, quatre-vingts décisions à-peu-près, des préfets de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes, ont été désérées à la censure de la cour et jugées. Eh bien ! sur ce nombre, une seule a été confirmée ! toutes les autres, à l'exception de sept à huit, pour lesquelles il y a eu ajournement, sont réformées.

Déjà plusieurs jours ont été consacrés, par la première chambre, aux affaires électorales, et il n'en est aucune qui n'ait vu se presser en foule, dans la vaste enceinte où elles sont discutées, l'élite de nos citoyens. L'attention soutenue qu'ils apportent à ces débats, montre le puissant intérêt qui s'y attache pour eux ; et le respectueux silence avec lequel ils écoutent les oracles de la justice, fait connaître le sentiment dont ils sont profondément pénétrés pour des magistrats qui, sans acception de personnes ni d'opinions, prononcent selon la loi et leur conscience.

Audience du 16 juin. — De relevée.

Dans le compte que nous avons rendu de la dernière audience, nous avons omis de dire que la cour avait jugé, (conformément au système du recours et aux conclusions du ministère public), la question relative au mari de la petite-fille, délégataire des contributions de l'aïeule de celle-ci. Il a été décidé que le mari, dans cette hypothèse, doit profiter comme *gendre*, de la délégation aux termes de l'art. 5, de la loi du 29 juin 1820.

Pendant l'audience actuelle, la cour rend un grand nombre de décisions confirmatives de sa jurisprudence, sur les questions de déchéance, de légalisation de mandats, et de nouvelle production de pièces.

Une discussion, de la plus haute importance, s'ouvre ensuite, sur une demande en intervention qui se rattache à des faits assez remarquables et dont nous allons rendre compte :

Le 20 mai dernier, M. le préfet de l'Isère a rendu public l'ordonnance de convocation des collèges, et a publié, en tête des listes affichées, que le registre des réclamations serait ouvert le 24 mai et clos le 31 à minuit. Il a en même tems donné avis que les réclamations ne pouvaient se rapporter qu'à des droits acquis ou perdus depuis le 1^{er} octobre 1829.

Nonobstant cet avis, plusieurs électeurs dont les droits étaient antérieurs à cette époque, ont réclamé leur admission. Repoussés par des arrêts du préfet, on a vu qu'ils en avaient obtenu la réformation devant la cour royale de Grenoble.

Avant que la jurisprudence de cette cour se fut manifestée, celle de la cour de Paris avait été attestée par un premier arrêt, qui était parvenu à Grenoble avant le 31 mai ; et il paraît que la préfecture, dans la prévoyance des décisions que nos magistrats ont rendues depuis, s'était occupée des moyens de ménager aux électeurs en retard, qu'elle pourrait découvrir, la faculté de profiter de la jurisprudence de notre cour, si elle se prononçait contre le système de la déchéance.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le dernier jour du délai, c'est-à-dire le 31 mai, trois électeurs fonctionnaires, MM. Giroud, receveur-général ; Perrard, conservateur des hypothèques et de Martenne, ancien adjoint du maire de Grenoble, ont fait inscrire sous le n^o 151 du registre des réclamations, une demande ayant pour objet de faire admettre plusieurs individus ; mais sans aucune indication des noms de ces individus ni de leur nombre, et sans énumérer ni produire aucune

pièce. Il est à noter que MM. Giroud, Perrard et de Martenne, n'ont fait ; non plus, aucune notification de leur démarche à aucune des personnes dont ils entendaient réclamer l'admission ; ce qui prouve qu'ils ont entendu agir comme *mandataires*, et non comme *tiers*, en vertu de l'art. 18 de la loi du 2 juillet 1828.

Cependant l'inscription faite sous le n^o 151 a été connue de quelques électeurs à qui il a semblé qu'on avait voulu éluder la rigueur du délai, et la déchéance résultant de l'art. 22, par un simulacre de réclamation que condamnent les art. 10 et 11. Une foule d'individus pouvaient effectivement, après le 31 août, enter des réclamations spéciales, sur la vague réclamation de MM. Giroud, Perrard et de Martenne, et après avoir succombé devant la jurisprudence administrative relativement à la conclusion du 1^{er} octobre, profiter ensuite au moyen d'un recours, de la jurisprudence opposée que pouvait adopter la cour royale, et de l'ignorance où elle serait placée quant à l'irrégularité de la réclamation dans son origine, et à l'infraction du délai.

Dans cet état de choses, sept électeurs, MM. Penet, Blanc et Alphonse Périer, négocians ; Camille Teisseire, propriétaire ; Duchesne, avocat ; Rivier et Buisson, notaires, ont interpellé, par exploit du 12 du courant, MM. Giroud, Perrard et de Martenne, de leur faire connaître les noms des personnes pour lesquelles ils avaient entendu agir.

M. Giroud a répondu qu'il n'avait rien à dire.

M. Perrard a indiqué les noms de 26 personnes.

Quant à M. de Martenne, voici le procès-verbal de l'huissier :

« parlant à lui, lequel m'a ajourné à après-demain pour fournir sa réponse, et m'étant présenté de nouveau à l'heure indiquée, M. de Martenne a d'abord écrit une réponse sur l'original, mais il n'a, ensuite, voulu me le remettre ; il l'a divisé en deux parts et a retenu, nonobstant les observations de moi, huissier, une moitié de l'original sur lequel il avait écrit ladite réponse ; cependant il m'a remis une lettre adressée aux parties requérantes, laquelle demeurera annexée, ainsi que le morceau d'original, à la copie que j'ai retenue pour tenir lieu d'original ; de tout quoi, moi huissier, ai dressé le présent procès-verbal, au bas de la présente copie pour servir et valoir ce que de droit, dont acte. — Signé JOLY. — Enregistré à Grenoble, le 12 juin 1850 (gratis). — Signé BUQUIN. »

La lettre jointe à ce procès-verbal contenait la désignation des 26 personnes que M. Perrard avait déjà indiquées.

Aussitôt après en avoir pris connaissance, MM. Penet, Blanc et leurs adhérens, ont présenté à la cour une requête exposant tous les faits dont il vient d'être rendu compte, et où ils ont demandé à être reçus intervenans dans toutes les causes qui ont pu être portées devant elle, ensuite de la réclamation de MM. Giroud, Perrard et de Martenne, par les personnes que ceux-ci ont désignées.

Cet incident est aujourd'hui porté à l'audience où M^e Correard, avoué, annonce qu'il entend contester l'intervention, au nom de quatorze de ces mêmes personnes, pour lesquelles il y a effectivement demande formée.

M^e Duchesne (l'une des parties intervenantes), plaide alors les moyens d'interventions qu'il fonde sur l'article 18 de la loi du 2 juillet 1828. Il prouve que le droit du *tiers*, établi par cet article, droit incontestable quand il s'agit d'une action portée par ce même *tiers* devant le préfet, et successivement, sur l'appel de sa décision, devant la cour royale, n'est pas moins admissible lorsque, n'ayant pu être parties devant le préfet ces *tiers* se présentent devant la cour directement, à l'effet d'y contester des recours mal fondés et d'y signaler des erreurs ou des abus. Il démontre qu'une jurisprudence contraire serait en opposition avec l'esprit de la loi du 2 juillet, et laisserait ouverte une large porte aux fraudes qu'elle a voulu prévenir.

M^e Correard s'efforce de combattre cette doctrine, principalement en insistant sur ce que la publicité des débats devant la cour et, surtout, la présence du ministère public, adversaire né de toutes les fraudes, rendent l'action des *tiers* sans objet, en instance d'appel, hors des cas où ils ont été parties devant le préfet. Il invoque aussi la moralité des trois électeurs qui ont formé la réclamation inscrite sous le n^o 151.

M. Berlioz, avocat-général, parle, en droit, dans le même sens que l'avoué des défenseurs. Il déclare que son ministère n'a besoin d'être mis en action par personne. Chargé de veiller à la rigoureuse exécution des lois, il remplira sa mission sans examiner qui les invoque ou qui voudrait les éluder. Ses conclusions tendent au rejet de l'intervention.

La cour renvoie à demain la prononciation de son arrêt.

Audience du 17 juin. — Du matin.

La cour prononce son arrêt dans la cause plaidée la veille. MM. Penet, Blanc et adhérens sont déclarés *non recevables* dans leur intervention.

Voici les motifs de cette intervention :

« Attendu qu'il résulte du rapprochement des articles 12 et 18 de la loi du 2 juillet 1828, que le législateur a établi deux droits entièrement distincts l'un de l'autre ; que le premier consistant uniquement dans un droit d'examen de rectification des listes électorales, et considéré indépendamment de toute action judiciaire, a été donné dans les limites les plus étendues, puisque la loi, quant à cet objet spécial, n'impose d'autre condition que l'inscription sur les listes ;

« Attendu qu'il en est autrement de l'article 18 de la même loi ; qu'en effet, soit qu'on le considère dans les dispositions,

soit d'après le titre de la rubrique sous laquelle il est compris, tout indique un ordre distinct de matière et une autre classe de pouvoirs ;

« Attendu que les termes généraux de l'article 12 ont été remplacés par des expressions plus restreintes ; qu'il s'agit alors d'une action formée en justice, du droit de suivre une instance déjà liée ; que, pour ce cas, la loi exige un intérêt plus direct que celui qui peut compéter à un tiers ; qu'il faut avoir été *partie*, que c'est à celui-là seul qui peut invoquer ce titre, que l'article 18 confère le droit de suite ou d'intervention ;

« Par ces motifs, etc. »

Immédiatement après avoir rendu ces arrêts, la cour annonce qu'elle va entendre le rapport de M. le conseiller Amédée Faure, sur le fond de quatorze réclamations portées devant elle ensuite de celle qui a été formée par MM. Giroud, Perrard et de Martenne.

Un vif mouvement de curiosité se manifeste dans l'auditoire.

Ce rapport terminé, M^e Correard entend de justifier, en droit et en fait le mode d'inscription de la demande formée sous le n^o 151 du registre tenu à la préfecture.

Après lui, M. Berlioz, avocat-général, fait un résumé impartial des faits, des dispositions textuelles, et des articles 10, 11 et 22 de la loi du 2 juin 1828. Il termine en déclarant qu'il s'en remet à la justice de la cour.

La cour délibère pendant quelques minutes, et les magistrats ayant repris leurs sièges, M. le président Dubois prononce que le recours des demandeurs est rejeté, attendu que leurs réclamations n'ont pas été introduites conformément à ce que prescrivent les articles 10, 11 et 22.

Un murmure de satisfaction se fait entendre pendant quelques momens, mais il est bientôt réprimé par le respect qu'inspire la présence de la cour.

La fin de l'audience est consacrée au jugement de quelques autres causes électorales, dont l'issue est, pour la plupart, favorable à ceux qu'elles intéressent.

Ce soir, à six heures, la seconde chambre donnera audience pour les affaires du même genre ; elle continuera demain et après-demain ; lundi, la première chambre reprendra, s'il en reste encore à juger. Le partage déclaré hier, n'ayant pu être vidé ce matin, a été remise à la semaine prochaine.

DEUXIÈME CHAMBRE.

Audience du 17 juin, à six heures du soir.

Cette audience, qui ne s'est terminée qu'à dix heures et demie du soir, est la première que la 2^e chambre ait consacrée aux affaires électorales. Elle est entièrement occupée par la discussion de deux demandes en radiation formées par des *tiers*, rejetées par le préfet de l'Isère, et reproduites devant la cour par ces mêmes *tiers*.

La première donne lieu d'examiner si une contribution foncière de 149 fr. doit être comptée dans le cens électoral du sieur Randou de Saint-Amand, qui ne peut être électeur sans cette quote. En fait, l'immeuble grevé de la contribution dont il s'agit a appartenu à l'épouse du sieur Randou ; mais, depuis dix à douze ans, celui-ci a cessé d'en être chargé sur les matrices cadastrales et sur les rôles ; il a cessé aussi d'en payer les impositions, et elles ont été acquittées par les sieurs Rossat et Jacquemet. Dans cet état de choses, les *tiers* qui demandent sa radiation, soutiennent qu'il a vendu, par acte sous seing-privé, aux sieurs Rossat et Jacquemet l'immeuble imposé ; que le fait est notoire dans la ville de Voiron ; qu'au surplus, celui du *chargement* et du paiement des contributions par les sieurs Rossat et Jacquemet, depuis plus d'un an, suffit pour l'exclure. A son tour, le sieur Randou soutient qu'il n'a pas à s'occuper de l'allégation d'une vente privée, allégation qui n'est pas justifiée ; qu'il a un titre de propriété ; que les sieurs Rossat et Jacquemet ne peuvent avoir payé les contributions que pour son compte ; qu'ainsi, l'arrêté qui le maintient sur la liste électorale doit être confirmé. Après avoir entendu M^e Repellin pour les *tiers*, M^e Correard pour le sieur Randou, et M. l'avocat-général Vincendon, qui a conclu à la confirmation de l'arrêté, la cour réforme cette décision, et ordonne que le nom du sieur Randou sera rayé de la liste électorale. Elle se fonde sur ce qu'il est suffisamment établi que le sieur Randou de Saint-Amand a cessé de posséder l'immeuble et d'en payer les contributions.

La seconde affaire présente une question de translation de domicile politique.

M. de Ginoux, directeur de l'enregistrement à Grenoble, l'a été antérieurement à Draguignan, où il a exercé ses droits politiques en 1824. Appelé à Grenoble par son administration, il n'a pas, dans le principe, manifesté, par la double déclaration que prescrivent les articles 3 de la loi du 5 février 1817 et 25 de celle du 2 juillet 1828, l'intention de transférer son domicile politique à Grenoble ; mais le 6 octobre 1829, et à l'occasion d'un procès que lui intentaient des *tiers*, pour le faire rayer de la liste électorale, arrêtée le 3 septembre précédent, il a fait à Grenoble l'une de ces déclarations. Un arrêt postérieur a prescrit sa radiation. Cependant cette décision n'ayant pas été notifiée, il a été maintenu sur la liste affichée le 3 du courant. Les *tiers* ont alors fait signifier l'arrêt de la cour, tant au préfet qu'à M. Ginoux, et ont demandé sa radiation. Ce dernier a produit alors sa déclaration du 6 octobre 1829, et de plus, une déclaration du 19 janvier 1830, par laquelle il aurait manifesté, dans les registres de la préfecture du Var, l'intention de fixer son domicile à Grenoble ; mais celle-ci n'ayant pas six mois de date, on a soutenu qu'elle ne pouvait être admise.

Alors, M. de Ginoux a représenté une lettre que, dans son système, il aurait écrite au préfet du Var, à la date du 6 octobre 1829, à l'effet de requérir l'insertion de sa déclaration de changement de domicile, et de plus, la réponse portant que cette lettre ne serait parvenue à ce fonctionnaire que le 19 janvier 1830. En cet état de choses, arrêté de M. le préfet de l'Isère qui maintient M. de Ginoux sur la liste, et appel de la part des tiers. Après une discussion très-vive entre M. Duchesne, avocat des tiers, et M^e Correard, avoué de M. de Ginoux, la cour, conformément aux conclusions de M. Vincendon, avocat-général, confirme l'arrêté de la préfecture, et décide ainsi que l'intention du changement de domicile de M. de Ginoux, dès le 6 octobre 1829, a été suffisamment manifestée dans le département du Var, et qu'elle résulte des lettres qu'il produit.

PARIS, 18 JUIN 1830.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRECURSEUR.)

L'un des moyens imposés aux fonctionnaires-électeurs pour que le gouvernement ne puisse ignorer le secret de leurs votes, c'est d'apposer sur leurs bulletins des N^{os} qu'on leur a d'avance indiqués. Pour déjouer cette manœuvre, beaucoup d'électeurs constitutionnels ont imaginé de chiffrer aussi leurs bulletins. De cette façon, dans les collèges où le bureau provisoire aura été renversé, il sera à-peu-près impossible au seul président, chargé de l'inquisition ordonnée par M. de Peyronnet, de loger dans sa tête tous les chiffres qui lui passeront sous les yeux, et les bulletins brûlés, toute trace de vote aura disparu. L'on n'oubliera dans aucun collège que la loi ordonne de brûler les bulletins immédiatement après le scrutin déposé.

— Nous sommes à l'époque des traités secrets. Des personnes en position d'être bien informées prétendent avoir connaissance d'une note échangée entre les cabinets de Paris, de Vienne et de St-Petersbourg, relativement au Portugal; dans cette note les trois puissances imposent à Pedro la condition de renoncer à l'établissement d'un régime constitutionnel quelconque dans ce royaume, si voisin de l'Espagne. La France se trouvant avec l'Espagne dans les mêmes rapports de voisinage que le Portugal, on voit où tendent directement les doctrines de la note.

— Les listes électorales de toute la France en 1830, présentent, sur celles de 1827, une différence en plus de près de 9,000 noms.

Un rapport au roi du 2 de ce mois, signé de M. Capelle, et inséré aujourd'hui au *Moniteur*, avec l'approbation royale, fait connaître au public que la séparation d'attributions, entre le ministère des travaux publics et le ministère de l'intérieur est opérée, tant bien que mal.

La direction générale des ponts et chaussées et des mines appartient tout entière au ministère des travaux publics; il en sera de même pour les cours d'eau non navigables, les dessèchemens et les travaux à exécuter sur les fonds de l'état, toutes les fois que ces travaux ne concernent point des établissemens publics dont l'administration appartient et doit continuer d'appartenir au ministère de l'intérieur. Dans ces derniers cas, les projets fournis par les administrateurs immédiats seront d'abord soumis au ministre de l'intérieur, qui en appréciera la convenance et l'utilité, et les transmettra au ministre des travaux publics, chargé d'arrêter les plans et devis et de les faire exécuter, en se renfermant dans les allocations de fonds réglés par son collègue, dans les attributions duquel resteront les dispositions de simple entretien; car M. Capelle ne travaille que dans le neuf. Quant aux routes départementales, aux chemins vicinaux, etc., rien de changé; tout cela passera au ministère des travaux publics avec les ponts et chaussées, en laissant l'allocation des fonds et leur comptabilité au ministère de l'intérieur. Comme c'est simple et bien imaginé pour mettre un terme aux inconvéniens de la centralisation!

Il restait à déterminer auquel des deux ministres il appartiendrait d'ordonner les travaux de sculpture et de peinture destinés à orner les bâtimens monumentaux et autres, dont la construction est attribuée au ministère des travaux publics. On a imaginé que ceux de ces travaux qui doivent s'exécuter avec les bâtimens, qui n'en sont en quelque sorte que le complément et qui deviennent immeubles par destination, concerneraient le nouveau ministère, et que les autres ouvrages du même ordre, mobiles par leur nature, meubles par destination, continueraient à appartenir au département de l'intérieur. Voilà qui pourra donner lieu à plus d'un conflit. La question des objets immeubles par destination n'est pas des plus claires, et a donné lieu à plus d'un procès. Supposons par exemple que M. le ministre de l'intérieur ait décidé que M. Peyronnet est un grand homme, et qu'une statue doit lui être érigée dans la salle des séances de la chambre des députés; certes c'est M. Capelle qui fera la niche; mais est-ce bien M. Peyronnet qui fournira la statue?

— Sur les 170 recours électoraux soumis à la cour royale de Rouen, on remarque celui d'un contribuable qui n'a pas été admis parce qu'il ne paye que 299 fr. 99 c. et demi. Le demi-centime provient des 5 centimes d'avertissement qui ont été partagés entre lui et un autre contribuable.

— On a fait une découverte importante dans la terre de Van-Diémen. En creusant la terre à la profondeur d'un pied à un pied et demi, on trouva une production singulière et non encore décrite. Elle a la forme d'une pelote ronde, recouverte d'une enveloppe mince, semblable à celle de l'igname ou d'une pomme de terre: elle est quelquefois aussi grosse que la tête d'un homme. Coupée en deux, une substance d'une nature fongueuse ou spongieuse, mais plus solide et contenant une portion considérable de nourriture. On n'a jusqu'à présent découvert nulle espèce de racine qui tienne à ce corps. Les indigènes le connaissent à une petite feuille qui croît à la surface du terrain, et avec laquelle il communique par des fibres extrêmement minces, et qui cassent quand on le tire de la terre.

— MM. de Brias, membre du conseil-général de la Gironde; de Launay, membre du conseil-général de la Mayenne; Saint-Hermine, membre du conseil-général des Deux-Sèvres, viennent d'être destitués. Tous les trois étaient au nombre des députés qui ont voté l'adresse.

— On annonce que le prince royal de Suède s'embarquera à la fin de ce mois pour Stockholm pour Saint-Petersbourg, où il doit avoir une entrevue avec l'empereur Nicolas.

— On annonce comme devant paraître très-prochainement une ordonnance du roi qui réorganise les conseils-généraux des manufactures et du commerce, et les établit sur des bases beaucoup plus larges et plus favorables aux intérêts de l'industrie.

— Tout s'est passé au mieux, le 15 de ce mois, dans la fête offerte à Angers à MM. Guilhem et d'Andigné de la Blauchaie; 400 personnes ont assisté au banquet. Une collecte au profit des pauvres a produit 1,020 fr.; M. Guilhem a fait remettre 300 fr. au trésorier des écoles d'enseignement mutuel, et M. d'Andigné 1,200 fr.

ANNONCE JUDICIAIRE.

(5077) VENTE PAR EXPROPRIATION FORCÉE, D'une maison sise à Lyon, quartier St-Jean, rue des Estrées et Sainte-Croix, rière la justice de paix du sixième arrondissement de ladite ville de Lyon, deuxième arrondissement du département du Rhône.

Cette maison est composée de caves, rez-de-chaussée, trois étages avec mansardes dans une partie; elle a trois façades et est confinée, de nord, par la rue Portefroc; de sud, par la rue Sainte-Croix; d'est, par la rue des Estrées; et d'ouest, par la maison de M. Lafabrique: elle prend ses jours et entrées du côté de la rue Ste-Croix, ou de sud, par une porte double en bois, tenant à deux jambages en pierre carrés; au-dessus de laquelle se trouve peint le n^o 2; un soupirail pour la cave et une croisée au rez-de-chaussée; au premier étage et au deuxième chacun par deux croisées, et au troisième par une petite croisée et trois demi-croisées; du côté de la rue Portefroc ou de nord, par une porte d'entrée à deux battans, tenant également à deux jambages en pierre carrés, portant le n^o 1, et au-dessus de laquelle porte se trouve une ouverture barreaudée, en outre deux ouvertures sur les côtés, dont l'une est grillée et l'autre barreaudée en fer, au rez-de-chaussée; au premier et au deuxième étages chacun par une croisée, et au troisième par une demi croisée: du côté de la rue des Estrées ou d'est, par trois soupiraux correspondans aux caves, une porte d'entrée simple et cinq croisées au rez-de-chaussée; au premier et au second étages par cinq croisées chacun, dont les deux à l'angle nord-est du premier et du second étages ont un balcon en fer: au troisième cinq demi croisées.

Elle est bâtie en pierre, sable et chaux, a un toit à pente, couvert en tuiles creuses, qui est garni de cheneaux en fer-blanc, et présente une surface de 2 ares 9 centiares.

Elle a été saisie réellement à la requête du sieur Pierre-Joseph Quinson, artiste employé au grand théâtre de Lyon, agissant comme mari et maître des droits de Marie Descôtes; et encore à la requête de cette dernière, agissant de l'autorité de son dit mari, demeurant ensemble à Lyon, rue Grenette, lesquels élisent domicile en l'étude de M^e Blanc, avoué près le tribunal civil de Lyon, où il demeure, quai de Bondy, n^o 162, qu'ils ont constitué pour leur avoué.

Au préjudice de dame Louise Beauvoil, épouse séparée de corps et de biens du sieur François Fayolle, propriétaire-rentier, demeurant à Lyon, rues des Estrées et Sainte-Croix.

Par procès-verbal de Cortier, huissier à Lyon, en date du huit février mil huit cent trente, visé le même jour par M. Perrin, greffier de la justice de paix du sixième arrondissement de Lyon, et le lendemain par M. Gatelier, adjoint au maire de ladite ville, qui en ont reçu chacun séparément copie entière, enregistré le même jour, neuf février, par M. Guillot, et transcrit également le neuf au bureau des hypothèques de Lyon, vol. 17, n^o 14, et le dix-huit au greffe du tribunal civil de la même ville, registre 39, n^o 15.

La maison ci-dessus désignée sera vendue en un seul lot, par la voie de l'expropriation forcée, en l'audience des criées du tribunal civil séant à Lyon, hôtel de Cherières, place Saint-Jean, dix heures du matin.

La première lecture ou publication du cahier des charges a eu lieu le premier mai mil huit cent trente.

L'adjudication préparatoire a été tranchée le douze juin en faveur des poursuivans, et moyennant leur mise à prix de dix mille francs.

Il sera procédé à l'adjudication définitive en l'audience des criées du vingt-un août mil huit cent trente, au par-dessus de ladite somme de dix mille francs, outre les clauses et conditions du cahier des charges.

S'adresser, pour voir le cahier des charges, au greffe du tribunal, et, pour de plus amples renseignemens, à M^e Blanc, avoué des poursuivans, demeurant à Lyon, quai de Bondy, n^o 162.

BLANC.

ANNONCES DIVERSES.

A VENDRE.

(5079)

Belle propriété patrimoniale située dans un air excellent, à Charnoz, canton de Meximieux, département de l'Ain, près des bords élevés de la rivière d'Ain, confinant le Bugey, à cinq lieues de Lyon, deux de Montluel et une petite lieue de Meximieux.

Elle se compose, 1^o D'une grande habitation nouvellement bâtie et non entièrement terminée, avec toutes ses dépendances, dans une superbe position, au milieu de vastes alentours dominant la rivière, et susceptibles d'être convertis à volonté en jardins pittoresques ou magnifique parc, ayant des points de vue fort variés et des plus riens.

Le château domine une balme boisée (dépendante de la propriété) de 600 mètres de longueur, élevée de 34 mètres au-dessus de la rivière d'Ain, et au bas de laquelle coule une lône très-poissonneuse (alimentée par les sources de la Balme), dont le propriétaire a exclusivement la pêche.

2^o De bâtimens ruraux pour l'exploitation de trois grands corps de domaines susceptibles d'être divisés, ayant chacun 70 hectares de terres environ.

3^o De plusieurs autres bâtimens pour petites fermes et locations partielles.

La contenance totale est d'environ 250 hectares. Dans toutes les terres les mûriers viennent on ne peut mieux, et les feuilles du pays sont préférées à celles des environs.

Les noyers et toute espèce d'arbres y réussissent très-bien. Les fourrages artificiels, et notamment les luzernes, y prospèrent.

Le sol renferme en plusieurs endroits des marnes de diverses espèces qui toutes ont été reconnues par l'analyse être d'une excellente qualité. On n'exploite pas encore ce genre d'engrais.

Le pays est fort giboyeux, et, sur ses propres champs, le propriétaire peut se procurer le plaisir de la chasse comme celui de la pêche.

S'adresser, pour les renseignemens, à M^e Yezu, notaire à Meximieux, dans l'étude duquel on trouvera tous les actes, papiers et documens.

Et, sur les lieux, au propriétaire, qui communiquera le plan dressé en 1785, avec lequel on pourra facilement visiter et apprécier en détail toutes les terres. Ce n'est que par une visite minutieuse, faite ainsi le plan à la main, qu'il sera possible d'obtenir sur ce bel immeuble, négligé depuis 50 ans, des renseignemens exacts et désintéressés.

On donnera toutes facilités pour les paiemens.

(4996-3) BELLE TANNERIE à vendre. — Cet établissement situé au milieu d'une ville importante à 40 lieues de Paris, est en pleine activité, possède un très-bon achalandage de détail et jouit d'une réputation méritée particulièrement pour les cuirs forts.

Les abats que nécessitent la consommation de cette ville sont presque suffisans pour l'approvisionnement des cuirs, et la proximité des forêts facilite extrêmement celui des écorces.

Il se compose:

- 1^o D'une maison d'habitation.
- 2^o D'un moulin à tau mû par eau.
- 3^o D'une superbe basserie contenant 27 cuves, d'un très-bel atelier de rivière, construit de manière qu'on peut y travailler pendant tout l'hiver.
- 4^o De 40 fosses dont 4 servent aux jus dans l'intérieur de la basserie.
- 5^o De vastes séchoirs.
- 6^o D'une belle corroyerie.

Pour plus de renseignemens, s'adresser, 1^o à MM. A. Liégeois et C^e, négocians, cours Morand, n^o 2, aux Brotteaux à Lyon; 2^o et pour traiter, à M^e Pean de Saint-Gille, notaire à Troyes; rue du Chaperon, n^o 55.

(4965-4) A vendre. Beau cabriolet de ville, avec siège derrière et son harnais. — Un char de côté. S'adresser à la poste aux chevaux.

BOURSE DU 18.

Cinq p. 0/10 cons. jous. du 22 mars 1830. 104f 50 60 55 50 45 50 45.

Trois p. 0/10, jous. du 22 juin 1830. 78f 25 50 40 25 20 15 20 15.

Actions de la banque de France, jouissance de janvier 1830. 1880f.

Rentes de Naples.

Certific. Falconnet de 25 ducats, change variable, jous. de juillet 1830. 86f 70 60 75.

Empr. royal d'Espagne, 1825. jous. de janvier 1830. 85f 14 5/8 12 5/8.

Rente perpét. d'Esp. 5 p. 0/10, jous. de jan. 1830. 75f 1/8 75f 75f 1/8 1/4 5/8 1/8 75f 75f 1/4.

Rente d'Espagne, 5 p. 0/10 Cer. Franç. jous. de mai. 14f. Empr. d'Haïti, rembourse. par 25ème, jous. de juillet 1828. 480f 485f 490f 485f.

J. MORIN, Rédacteur-Gérant.

Lyon, imprimerie de Brunet, grande rue Mercière, n^o 44.